Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 15 au 21 août 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / États-Unis

Depuis que la Banque centrale étatsunienne (Fed) a abaissé son taux d'intérêt de 25 points de base le 31 juillet dernier, le peso mexicain (MXN) s'est déprécié de 4,45 % face au dollar étatsunien (USD) au 19 août dernier. Le MXN (à l'instar d'autres devises émergentes) est affecté par une « guerre de devises » qui profite à l'USD dans un contexte d'aversion au risque.

Selon la Ministre de l'Économie, les représentants du Gouvernement mexicain n'ont encore reçu aucune proposition concrète de la part du Gouvernement étatsunien concernant des changements potentiels de l'accord de libre-échange (T-MEC). Elle a souligné que, si les États-Unis n'avaient pas encore échangé de propositions concrètes avec leurs homologues mexicains, c'est parce que les USA n'étaient pas encore parvenus à un consensus, notamment avec les représentants de leur industrie.

Les producteurs et les exportateurs de tomates mexicains ont conclu un accord avec le Département du commerce des États-Unis, qui évite l'application de droit de douanes permanents sur ce produit lors de son exportation vers le marché étatsunien. Ils ont toutefois accepté la révision à la frontière de 92 % de toutes les cargaisons exportées, ce qui était l'un des points de tension entre les deux pays.

Économie

Selon le Vice-Ministre mexicain des Affaires Étrangères pour l'Amérique du Nord, Jesus Seade, le Mexique devrait « commencer à préparer le terrain pour attirer les investissements chinois et devenir le partenaire privilégié du pays asiatique dans l'hémisphère occidental ». Il a par ailleurs souligné que le Mexique pouvait bénéficier à court-terme de la guerre commerciale sino-étatsunienne.

Le Président a déclaré que la croissance économique restait pour l'instant « un objectif en suspens ». A l'occasion du Forum stratégique Banorte 2019, AMLO a reconnu que la lutte contre la corruption et l'austérité ne suffisaient pas et a affirmé que son Gouvernement s'attelaient à stimuler les investissements. Il a cependant rappelé que le pays n'était pas entré en récession et qu'il existait actuellement une meilleure distribution des revenus.

Lors de l'annonce de la baisse des taux directeurs à 8 %, Banxico a souligné dans son communiqué la nécessité de soutenir la productivité et de consolider les finances publiques. La Banque centrale a par ailleurs invité à remédier à la détérioration de solvabilité de l'État et de l'entreprise publique PEMEX. Elle a enfin identifié l'imposition d'éventuels droits de douanes de la part des États-Unis comme un potentiel risque exogène sur l'inflation.

Les économistes interrogés par le quotidien *El Financiero* anticipent une deuxième baisse des taux avant fin 2019 et l'amorce d'un cycle d'assouplissement de la politique monétaire. Le ralentissement économique au Mexique, la baisse significative de l'inflation et une probable baisse des taux de la Fed sont les principaux catalyseurs d'une éventuelle baisse. Par ailleurs, 79 % des experts interrogés par Citibanamex (19 sur les 24 interrogés) prévoient que Banxico abaissera à nouveau son taux directeur de 25 points de base lors de la prochaine réunion de politique monétaire qui se tiendra le 19 septembre prochain.

Le secteur de la construction a perdu 133 000 emplois au S1 2019 soit une baisse de 3 % g.a selon les chiffres de l'INEGI. Il s'agit du secteur économique qui a connu la plus grande perte d'emplois pour cette période. Les économistes de Citibanamex prévoient une chute de 2,5 % g.a des emplois dans ce secteur pour 2019 et de 1,1 % g.a en 2020. Ils expliquent que cette baisse est due au ralentissement de l'industrie manufacturière et au manque d'investissements publics et privés.

La Ministre de l'Économie a rappelé la nécessité de soutenir le développement des PME et microentreprises pour assurer la croissance de l'économie. Ce segment d'entreprises représente 75 % de l'emploi et 99 % des entités économiques mais seulement 10 % des microentreprises ont accès au crédit. La Ministre rappelle que l'inclusion financière, le surendettement et l'accès aux technologies sont les principaux défis à surmonter pour soutenir ce segment. Selon la Ministre, au Mexique, une municipalité sur cinq est exclue du système financier formel.

Le Gouverneur de Banxico, A. Díaz de León, a annoncé le lancement de la plateforme de virements CoDi au mois de septembre dans tout le pays. Ce nouveau système de paiements et de virements bancaires devrait permettre aux utilisateurs d'accéder aux services financiers de base et de développer leurs opportunités de crédit et de paiement, notamment dans les régions reculées.

A. Díaz de León a affirmé son attachement au mandat unique de la Banque centrale (maintenir une inflation basse et stable), lors d'un séminaire à l'occasion des 25 ans d'indépendance de Banxico. Selon lui, la mission de la Banque centrale est de fournir la stabilité nécessaire aux agents économiques pour qu'ils puissent prendre de bonnes décisions.

73 fusions et acquisitions pour un montant total de 9,3 Mds USD ont été enregistrées au Mexique depuis le début de l'année 2019, son plus haut niveau depuis quatre ans. La plus grande opération a été le rachat des actions flottantes de la banque Santander Mexico par la maison mère pour 2,5 Mds USD. Le secteur financier a été le plus dynamique atteignant 5,9 Mds USD d'opérations suivi par le secteur de l'énergie pour 3,5 Mds USD.

L'industrie de véhicules lourds a enregistré une hausse historique de sa production de 36,5 % g.a sur le premier semestre 2019. 104 000 poids lourds ont été fabriqués sur cette période dont 84 000 pour l'exportation (+30 % g.a.). L'association nationale des producteurs d'autobus, de camions et de tracteurs (ANTPACT) modère cependant le chiffre en mentionnant un ralentissement amorcé ces deux derniers mois qui pourrait se poursuivre dû au contexte économique mondial.

Investissement Directs Etrangers au Mexique

Au S1 2019, le Mexique a capté 18,1 Mds USD d'Investissements Directs Etrangers (IDE – 24,6 Mds USD entrants et 5,9 Mds USD sortants), soit son niveau le plus élevé pour un premier semestre depuis 2013 mais marquant une décélération avec 1,5% g.a de croissance enregistrée contre 14% au S1 2018. Au cours de la période, 76 % des IDE correspondent à des réinvestissements de bénéfices (hausse de 18 % g.a), 24 % sont des nouveaux investissements (+7 % g.a) et 0,5 % sont des transferts entre filiales (- 25 % g.a). Le secteur manufacturier est celui qui a capté le plus d'IDE (43 % du total), suivi par le secteur commercial (13 %), les services financiers et d'assurance (10 %), le secteur minier (6 %), l'électricité, l'eau, le gaz (6 %) et enfin les médias (5 %). Les autres secteurs représentent 18 % des IDE captés. Les États-Unis restent le premier fournisseur d'IDE (38 % du total), suivis du Canada (15 %), de l'Espagne (11 %), de l'Allemagne (7 %), et de la Belgique (4 %).

La CEPAL estime que l'arrivée d'IDE au Mexique marquera un ralentissement sur l'ensemble de l'année 2019 avec une croissance de 2,5 %, comparé à une expansion de 15,2 % en 2018. Les IDE devraient ainsi atteindre 36,8 Mds USD sur l'année.

Le Mexique devrait devenir le premier pays d'Amérique latine en termes d'IDE dans le domaine de l'agroalimentaire. Sur les six dernières années, le Mexique a reçu 13 des 20 grands projets d'investissement agroalimentaires destinés à la zone Amérique latine et Caraïbes. 34 % des IDE à destination de l'Amérique Latine dans le domaine agroalimentaire avaient été captés par le Mexique entre 2007 et 2017, seul le Brésil est devant avec 48,4 %.

Finances publiques

L'administration fiscale mexicaine (SAT) a collecté 4,8 Mds USD (94 Mds MXN) au S1, soit une augmentation de 4,9 % en termes réels par rapport au S1 2018. Cette augmentation serait liée au renforcement des audits et des contrôles par le SAT visant notamment à déceler la fraude.

La dette publique représentera 50 % du PIB à la fin du mandat d'AMLO, contre 45 % annoncés par le Gouvernement, selon le centre de recherche économique et budgétaire (CIEP). Cette tendance haussière représente un risque pour le pays car la note créditrice souveraine pourrait être impactée, ce qui pourrait engendrer à son tour une sortie de capitaux d'investisseurs étrangers.

G. Yorio, Vice-Ministre des Finances, a annoncé vouloir maintenir une balance primaire positive pour ne pas « mettre en danger la pérennité des finances publiques ». Le Vice-Ministre a par ailleurs indiqué vouloir maintenir le montant de dette publique en-deçà de 45,3 % du PIB. Celle-ci se situe, à la fin de premier semestre, à 45,1 % du PIB.

G. Yorio a par ailleurs réitéré qu'il n'y aura pas de nouveaux impôts durant les trois premières années du mandat d'AMLO, et que la réduction du déficit budgétaire se fera via la lutte contre l'évasion fiscale et la possible taxation de secteurs à ce jour épargnés (économie digitale notamment). À l'issue de ces trois années, le Gouvernement mexicain réévaluera la possibilité d'effectuer une réforme fiscale profonde.

Le président de la commission du budget et des comptes publics de la chambre basse mexicaine, A. Ramírez Cuéllar, a indiqué que les dépenses publiques s'élèveraient à près de 46 Mds USD (900 Mds MXN)

en 2020. Afin d'allouer plus de ressources aux investissements publics dans le budget 2020, environ 17,5 Mds USD (342 Mds MXN) pourraient être «libérés» via la suppression de traitements fiscaux spéciaux (déductions et exemptions fiscales et régimes spéciaux).

Le versement de pensions de retraite des anciens salariés du secteur public atteindra 90,7 Mds USD (1 800 Mds MXN) en 2021 si la croissance du budget destiné aux retraites continue à ce rythme. Le montant des pensions à payer a crû de 7,6 % par an en moyenne sur les 10 dernières années, selon une enquête réalisée par *El Economista*. La charge liée aux retraites du secteur public pourrait atteindre 5,3 % du PIB en 2030. Les experts estiment que la charge totale de paiement des retraites pourrait commencer à décroître à partir de 2050.

PEMEX

La part du pétrole produit par PEMEX destinée à l'exportation a atteint 69 % au S1 2019, soit un niveau historiquement élevé. La part du pétrole destinée au raffinage au Mexique a, à l'inverse, atteint son plus bas niveau sur les 30 dernières années (-11,5 % g.a) : seuls 577 000 barils par jours ont été envoyés dans les 6 raffineries de PEMEX sur la période.

Le parti de la majorité présidentielle (MORENA) présentera une initiative au Sénat pour interdire à PEMEX d'accorder des rabais sur le GPL (gaz de pétrole liquéfié) aux entreprises étrangères. Selon MORENA, ces rabais affectent négativement les profits de l'entreprise publique sans que les consommateurs finaux ne voient une baisse du prix lors de l'achat du produit.

PEMEX a réduit sa masse salariale de 16,6 % depuis 2014. Selon les chiffres du rapport annuel de PEMEX, l'entreprise emploie 127 600 salariés au T2 2019, alors qu'elle en employait 153 850 en 2014. La plus forte baisse de la masse salariale est intervenue en 2015 (-9,6 %) en raison de l'importance des restructurations sur l'année. De décembre 2018 à juin dernier, PEMEX a marginalement poursuivi la réduction de sa masse salariale avec une baisse de seulement 340 salariés.

Entreprises et grands contrats

Un juge de l'État de Mexico suspend le permis environnemental délivré par le Ministère de l'Environnement pour la construction de l'aéroport de Santa Lucia, empêchant ainsi la reprise des travaux. Le juge a estimé que le document délivré par le Semarnat reconnaît que la construction du terminal endommagera l'écosystème de la région. Suite à cette décision, les travaux sont définitivement suspendus jusqu'à la conclusion complète du procès en cours relatif aux aspects environnementaux. Javier Jiménez Espriú, Ministre des communications et des transports, a déclaré qu'il « n'avait aucune idée » de la durée pendant laquelle les travaux pouvaient être arrêtés.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 21/08/2019
Bourse (IPC)	+4,19 %	-19,50 %	40 076 points
Taux de change USD/Peso	+0,00 %	+4,63 %	19,68 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,46 %	+0,05 %	21,82 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-1,57 %	-19,76 %	50,06 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Le Honduras et le Guatemala lancent un projet pilote pour venir en aide aux petits exploitants agricoles impactés par les bouleversements climatiques (notamment les sécheresses) avec le soutien de l'Union Européenne via le programme Euroclima. L'objectif, à terme, sera d'exporter les bonnes pratiques des pays voisins (au Salvador et au Nicaragua).

Le gouvernement mexicain présente un nouveau plan de développement économique visant à favoriser l'agriculture dans les régions d'extrême pauvreté au Guatemala où l'on enregistre les taux les plus élevés de migration vers les États-Unis. Cette même initiative avait été reçue positivement il y a quelques semaines par les gouvernements du Salvador et du Honduras. Plus de 20 000 personnes au Salvador bénéficient ainsi d'une contribution de 250 USD par mois pour vivre et les aider à développer leur exploitation agricole. On compte par ailleurs plus de 13 000 bénéficiaires de ce même programme au Honduras.

Selon les chiffres de la Commission Economique pour l'Amérique latine (CEPAL), les IDE au Costa Rica ont baissé de 3,2 % entre 2017 et 2018 pour atteindre 2,8 Mds USD en 2018 (-92 M USD). Cette dynamique va à l'inverse de la tendance régionale : à la hausse sur la zone (+13 % en moyenne en 2018 en Amérique Latine et dans les Caraïbes).

Les dépenses de l'État costaricain ont augmenté de 11,1 % en juillet 2019, presque 3 points de pourcentage de plus que la hausse enregistrée en juillet 2018. Cette croissance a entraîné une augmentation du déficit budgétaire, essentiellement expliquée par le paiement des intérêts de la dette. On note en revanche une importante diminution des investissements effectués par le Gouvernement en travaux publics (-23 %).

Le Gouvernement costaricain a annoncé qu'il réalisera un investissement de près de 160 M USD jusqu'en 2020 en infrastructure dans 4 aéroports du pays, en partenariat avec le secteur privé.

L'union nationale des gouvernements locaux (UNGL) administrera un don de 5 M EUR de l'Union européenne pour développer le train électrique interurbain dans au moins 15 cantons du Costa Rica.

L'indice d'activité économique a enregistré une croissance de 3,1 % g.a. en juin, inférieur à la croissance de 3,5 % g.a. enregistrée en mai. Les secteurs des services, l'industrie manufacturière, le commerce de gros et de détail, le transport, le stockage et les communications ont été les principaux contributeurs de cette croissance.

Le gouvernement guatémaltèque procède à une émission de Bons du Trésor pour un montant de 12 M USD à 20 ans au taux de 6,5 %. D'après le Ministère des Finances, le Guatemala a procédé à près de 2,4 Mds USD d'émissions depuis le début de l'année 2019.

D'après la Banque centrale du Guatemala (Banguat), près de 5,7 Mds USD de recettes d'exportation ont été enregistrées au premier semestre 2019, soit une diminution de -0,3 % g.a. Banguat prévoit néanmoins une reprise des exportations d'ici la fin de l'année, soutenue notamment par une reprise des cours de certaines matières premières agricoles (café et sucre) et par la progression des ventes du secteur textile (+3 % au premier semestre en g.a ; 725 M USD).

Le nouveau Président élu, Alejandro Giammattei, s'engage à octroyer une première enveloppe de 2,6 M USD à la Municipalité de Guatemala pour impulser le projet de métro léger Métroriel une fois sa prise de fonction le 14 janvier 2020. Giammattei et le maire de la capitale, Ricardo Quiñónez, qui se sont rencontrés pour discuter des projets d'infrastructures pour la municipalité, ont également évoqué vouloir désengorger le trafic routier de la ville de Guatemala en construisant de nouvelles routes et au moins 5 nouveaux croisements dénivelés d'ici début 2021.

D'après la Banque centrale du Honduras (BCH), la croissance au premier semestre ralentit et atteint +2,5 %, soit 0,9 point de pourcentage de moins qu'en 2018 sur la même période (+3,4 %). Par ordre d'importance, les activités qui contribuent le plus à la croissance économique du pays sont : le secteur financier, des assurances et des fonds de pension (+7,3 % contre +7 % en 2018), le secteur des télécommunications, l'industrie manufacturière et le commerce. Par ailleurs, la BCH revoit ses prévisions de croissance à la baisse pour 2019, entre 3,3 % et 3,4 %.

La Banque centraméricaine d'intégration économique investit 52 M USD dans le développement de projets visant à moderniser l'agriculture irriguée dans le pays. Le gouvernement hondurien apportera 2,9 M USD.

Le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) lance un appel d'offres internationales portant sur l'acquisition de médicaments pour l'Institut Hondurien de la Sécurité Sociale (IHSS). Les entreprises intéressées ont jusqu'au 2 septembre 2019 pour soumettre leur offre. Plus d'informations : <https://www.ungm.org/Public/Notice/95472>

Le Président du Nicaragua Daniel Ortega a relancé le débat sur le projet de canal interocéanique lors d'un discours pour le 39^{ème} anniversaire des Forces Navales. En 2013, le gouvernement nicaraguayen avait proposé au groupe chinois HKND la concession du canal pendant 50 ans, avec une possible prolongation de 50 années supplémentaires. Le projet prévoyait la construction de deux ports, un aéroport, deux lacs artificiels, deux écluses, une zone franche et des complexes touristiques. Son coût était estimé à 50 Mds USD, selon l'entreprise chinoise HKND. Le regain d'intérêt du Président nicaraguayen pour ce projet inquiète les écologistes et un certain nombre de petits producteurs agricoles locaux, qui voient en ce canal interocéanique une menace pour leurs exploitations.

Le Ministre français de l'Action et des Comptes Publics, G. Darmanin, était en visite à Panama les 18 et 19 août derniers afin de rencontrer le nouveau Gouvernement panaméen. Cette visite avait notamment pour but d'améliorer le dialogue, la coopération et les échanges d'informations concernant l'évasion fiscale et le traitement des paradis fiscaux. Le pays est de nouveau inscrit sur la liste noire française des pays non-coopératifs en matière fiscale, alors qu'il en était sorti en 2012. Le Ministre a toutefois précisé que sa visite ne signifiait pas une sortie du Panama de la liste noire française, mais permettait plutôt de débiter un processus de coopération et d'échanges d'informations plus important entre les deux pays.

Le Ministère de l'Économie et des Finances du Panama a annoncé que la réalisation du 4^e Pont sur le Canal était suspendue pour 2019. Les fonds initialement prévus pour ce chantier seront d'abord utilisés pour le paiement des dettes aux fournisseurs (montant estimé pour 2019 à 39 M USD).

Le solde négatif de la balance commerciale s'est élevé à 3,5 Mds USD de janvier à juillet derniers, soit une croissance de 9 % par rapport à la même période en 2018. Les exportations ont atteint 3,6 Mds USD (+0,9 % g.a.) et les importations 7,0 Mds USD (+4,8 % g.a.).

Le pays a reçu 3,3 Mds USD de remesas de janvier à juillet derniers, (+4 % g.a). Les remesas en provenance des États-Unis représentent 95 % du total.

La Empresa Transmisora de El Salvador (Etesal) prévoit d'investir 23,6 M USD en 2020 pour des travaux de renforcement et d'extension des réseaux électriques de transport et de distribution dans la municipalité de Tamanique (département de La Libertad). Selon le président d'Etesal, le projet, qui débutera début 2020, devrait être opérationnel d'ici mi 2021. Il bénéficiera à plus de 150 000 habitants.

Le nouveau Gouverneur de la Banque centrale, Richard Byles, a pris ses fonctions le 19 août dernier. Le secteur privé a particulièrement bien accueilli R. Byles, qui dispose d'une expérience importante dans le secteur privé. Il prend ses fonctions alors que la Banque centrale jamaïcaine a entrepris une vague de réformes significatives visant à améliorer l'indépendance et l'efficacité de la politique monétaire jamaïcaine, appuyée par le FMI.

L'indice de climat entrepreneurial baisse au T2 2019, passant à 61,7 points vs. 64,5 points au T1 2019. La baisse est liée à une baisse des perspectives quant à l'économie dominicaine et au climat d'investissement. La confiance du secteur industriel croît toutefois, à 58,1 points vs. 57,9 points au T1 2019.

La croissance dominicaine devrait être plus modérée en 2019, à 5,5 % en 2019 et à 5 % à moyen terme, en raison de la décélération du crédit, de prix du pétrole plus élevés et d'un environnement international moins favorable,

selon une publication du FMI. Pour mémoire, la croissance économique atteignait 7,0 % en 2018. L'organisation estime toutefois que le panorama reste favorable, les risques sont jugés modérés, et invite les autorités dominicaine à profiter de l'environnement relativement favorable pour accroître la résilience du pays via la création d'espaces fiscaux et monétaires. Le FMI projette également que l'inflation atteindra graduellement l'intervalle cible de la Banque centrale (4 % $\pm$ 1 %) et que les IDE poursuivront le financement du déficit courant dominicain, maintenant ainsi sa situation extérieure.

L'activité économique dominicaine a crû de 5,1 % g.a. entre janvier et mai 2019. Cette plus faible croissance est liée à une modération de l'investissement privé.

Le FMI s'est montré satisfait des engagements des autorités dominicaines pour améliorer la position fiscale du pays, tout en les invitant à accroître la soutenabilité de la dette : le ratio entre la dette publique et le PIB est en augmentation malgré la croissance économique. Le FMI invite à une croissance de la base fiscale et à une réduction de l'impact budgétaire du secteur électrique.

Le Ministre des Finances a indiqué considérer que la dette de la République dominicaine était saine, représentant 56,8 % du PIB en juin dernier, à 47,5 Mds USD.

La Banque centrale dominicaine estime que les IDE dépasseront les 2,5 Mds USD en 2019. En 2018, les IDE avaient atteint 2,5 Mds USD. La République dominicaine est ainsi le deuxième plus gros récepteur d'IDE en Amérique centrale/Caraïbes, derrière le Panama.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.